



INTRODUCTION

L'AGENCE OUBLIÉE

Qui connaît aujourd'hui l'agence Inter-France ? Quelques dizaines d'historiens spécialistes de l'histoire de l'Occupation et/ou de la presse des « années noires ». Et, bien sûr, les descendants chenus des hommes et femmes qui participèrent à cette aventure éditoriale hors du commun par son ambition et l'influence qu'elle exerça sur l'opinion.

Inter-France fut « la plus vaste entreprise de corruption de l'esprit public en France » pendant l'Occupation, s'indignait *Le Populaire* le 30 juin 1948. « Créée pour répandre l'esprit de la collaboration franco-allemande, elle fut ensuite une véritable "directrice de conscience" des journaux au service de l'ennemi », déplorait *Le Monde* du 16 juin 1948. Deux condamnations radicales et définitives tant il est vrai que l'agence Inter-France est à classer au premier rang des officines de la trahison des « années noires », à côté de *Je suis partout* pour ne citer que la plus connue. Car agence nazie, Inter-France le fut à partir de 1943 après avoir été dès 1938, lors de sa création, une agence nationaliste puis, après juillet 1940, une agence pétainiste avant de devenir lavaliste après avril 1942.

En juillet 1942, le journaliste collaborationniste Lucien Rebatet ne tarissait pas d'éloges à l'endroit d'Inter-France.

Techniquement, cet ensemble monumental est d'une originalité sans équivalent dans le journalisme français. Politiquement, c'est un observatoire unique, une plate-forme propice aux plus vastes rassemblements¹.

1. L. Rebatet, « Dominique Sordet ou les chemins d'un politique », *Je suis partout*, 16 octobre 1942.



Agence au sujet de laquelle Jean Queval, un de ses premiers collaborateurs avant de prendre le large, dénonçait en 1946 l'ascendant sur la presse de province.

Inter-France est une entreprise inconnue du public et mal connue, je le crains, des professionnels eux-mêmes. [...] cette agence dont les éditoriaux furent fréquemment reproduits par des centaines de journaux, et qui exercèrent, sous l'occupation, l'influence la plus étendue, la plus pernicieuse et la plus criminelle sur l'opinion provinciale¹.

L'agence Inter-France était dirigée par de plats valets dévoués à l'Allemagne nazie, pour reprendre l'expression consacrée, dont en 1945 Jean Cassou fixait le prototype sous les traits de Pierre Drieu La Rochelle.

[...] tout ce qui pouvait se nicher de monstrueux, de barbare, d'incompréhensible, d'inassimilable dans les ténèbres du passé, les Allemands ont eu l'art de le rendre actuel, présent, urgent, nécessaire, irrésistible. Et ils faisaient leur métier lorsqu'ils propageaient à tour de bras, par la prose du défunt Drieu et de ses abjects acolytes venus d'où ? surgis d'où ? leurs pornographies sadiques².

« Actuelle, présente, urgente, nécessaire, irrésistible ». C'est ainsi que Dominique Sordet, « abject acolyte » de Drieu La Rochelle, concevait la mission de l'officine de propagande nationaliste, puis pétainiste, puis lavaliste et enfin hitlérienne dont il avait eu l'idée et qu'il dirigeait, illustrant la formule convenue, d'une main de fer dans un gant de velours. Ambition qu'il confessa sans ambages un jour d'octobre 1942 devant un parterre de directeurs et de rédacteurs en chef de la presse de province, d'excellences françaises et de dignitaires nazis.

Fondée pour défendre l'ordre français contre le bolchevisme menaçant, l'agence Inter-France veut les voies et moyens de cet ordre français, de cet ordre menacé par l'intérieur et par l'extérieur, qu'il s'agit à la fois de restaurer, et de soustraire à ceux qui prétendent le détruire. Le combat que nous menons pour la collaboration franco-allemande découle de ces prémisses. L'Allemagne est maintenant la seule garante de l'ordre en Europe, et c'est la victoire allemande, et non la défaite

1. J. Queval, « Qu'est-ce qu'Inter-France » ?, *Études de presse*, n°1, février 1946, p. 168-172 (BNF. 8-Q-6946 1946 ; IFP, bibliothèque).

2. J. Cassou, « Honneur à nos camarades typos », p. 4-7 in *Imprimeries clandestines, Le Point*, revue artistique et littéraire paraissant tous les deux mois, Lanzac par Souillac (Lot), sixième année, mars 1945.

allemande, qui conditionne le salut de la civilisation européenne et la renaissance française que nous souhaitons passionnément¹.

Il n'est pas nécessaire d'en dire plus pour saisir l'importance et la nocivité de l'agence Inter-France, laquelle par ses activités donne à la mystérieuse « cinquième colonne » les contours d'une réalité incontestable et toxique. Entreprise de manipulation de l'opinion, l'influence néfaste qu'elle exerça sur la presse de province des années de l'Occupation et sur les élites du moment (hommes politiques, chefs d'entreprises, militaires, intellectuels) perdura sous d'autres formes sous les IV^e et V^e Républiques, particulièrement dans les milieux nationalistes. Or, aujourd'hui, l'agence Inter-France est bien oubliée, comme effacée de la mémoire collective, ses traces étant à peine visibles dans la riche historiographie de l'Occupation. Dominique Sordet et son *alter ego* Michel Alerme sont à peine présents dans les index qui prolongent les livres sérieux sur la période, Marc Pradelle, André Delavenne puis Henri Caldaïrou, ses lieutenants, en sont carrément absents. Quant à l'énorme machinerie que ces hommes avaient imaginée, créée, développée jusqu'à l'hypertrophie et dont « l'influence était la plus étendue, la plus pernicieuse et la plus criminelle sur l'opinion provinciale », selon Jean Queval, témoin privilégié², elle est *terra incognita* ! D'où l'intérêt et la nécessité de mettre au jour l'histoire d'Inter-France, « l'agence oubliée », d'éclairer cet angle mort de l'historiographie de l'Occupation, d'analyser ce concentré de « fascisme français » si tant est qu'il existât un jour³, bref, d'en approfondir la connaissance au terme d'un travail ô combien stimulant, dont j'espère qu'il captivera le lecteur malgré l'aridité de quelques chapitres.

1. D. Sordet, « Six ans de combat », plaquette des journées Inter-France des 10, 11, 12 octobre 1942 au palais de Chaillot, p. 19-20. (BNF. 4-LC1-170 et BDIC. Q. Pièce 4420/1, Inter-France).

2. Queval, *loc. cit.*

3. La thèse polémique âprement défendue par l'historien israélien Zeev Sternhell (*La Droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines françaises du fascisme*, Paris, Folio-Histoire (85), 1998 ; *Histoire et Lumières. Changer le monde par la raison*. Entretiens avec Nicolas Weill, Paris, Albin Michel, 2014) selon laquelle la France aurait été le laboratoire du fascisme est fermement contestée par des historiens et intellectuels français dans un ouvrage récent : S. Bernstein, M. Winock (dir.), introduction de J.-N. Jeanneney, *Fascisme français ? La controverse*, Paris, CNRS Éditions, 2014.

Hormis de rapides mentions et de brèves évocations, le plus souvent dans des mémoires et souvenirs¹, sauf erreur de ma part, le premier texte substantiel consacré à Dominique Sordet, à Michel Alerme, à Inter-France et à ses succursales, Inter-France-Informations et la Société des Éditions Inter-France, qu'il m'ait été donné de lire est daté de décembre 1960. Un peu plus de trois pages d'une présentation succincte et partisane de l'agence² dues à Henry Coston, un ancien journaliste collaborationniste et propagandiste antisémite, ce qu'il était resté.

En 1967, Coston reprit peu ou prou le même texte dans le premier volume de son *Dictionnaire de la politique française*³. Toujours en 1967, Robert Aron, journaliste et éditeur venu à l'histoire, publiait le premier tome de son *Histoire de l'épuration*. Dominique Sordet et son agence n'y sont évoqués qu'à deux reprises⁴. J'espérais trouver mieux dans le tome III-volume 2 (1975) consacré à l'épuration dans « Le monde de la presse, des arts, des lettres... 1944-1953 » que promet le titre. Il n'y est fait mention ni de l'un ni de l'autre.

Entre-temps, en 1962, était paru l'ouvrage de René-Gustave Nobécourt, journaliste issu de la presse de province d'avant et pendant l'Occupation. Intitulé *Les Secrets de la propagande en France occupée*, Nobécourt y donne une brève et intéressante analyse de l'agence et de ses outils de propagande, lesquels, écrit-il, « alimentent la part la plus importante, la plus significative, de cette anthologie pour ce qui concerne surtout le climat intérieur, la vie politique et le déchirement de la France occupée⁵ ».

1. C. Hisard, *Histoire de la spoliation de la presse française*, Paris, Librairie française, 1955, p. 112 ; P. Nicolle, *Cinquante mois d'armistice, 2 juillet-26 août 1944. Journal d'un témoin*, Paris, Éditions André Bonne, 1947, p. 473 ; H. du Moulin de Labarthète, *Le Temps des Illusions. Souvenirs (juillet 1940-avril 1942)*, Genève, À L'Enseigne du Cheval ailé, 1946, p. 29-30.

2. H. Coston, « Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui », *Lectures françaises*, numéro spécial, décembre 1960, p. 107-111.

3. H. Coston, *Dictionnaire de la politique française*, t. 1, Paris, Publications Henry Coston, 1967, p. 553-555.

4. R. Aron, *Histoire de l'épuration. De l'indulgence aux massacres (septembre 1942-septembre 1944)*, t. 1, Paris, Fayard, 1967, p. 303, 354.

5. R.-G. Nobécourt, *Les Secrets de la propagande en France occupée*, Paris, Fayard, coll. « Les grandes études contemporaines », 1962, p. 31-36.

Il faudra attendre 1976 et la synthèse de l'historien universitaire Pascal Ory, sobrement intitulée *Les Collaborateurs 1940-1945*¹, pour en connaître un peu plus sur l'agence collaborationniste et son directeur Dominique Sordet. Mais c'est Pierre-Marie Dioudonnat, le premier, auteur en 1981 d'un travail novateur, *L'Argent nazi à la conquête de la presse française, 1940-1944*², qui va le plus loin dans la mise en perspective du groupe Inter-France et de ses principaux protagonistes, Dominique Sordet et Michel Alerme. Alors libraire-éditeur marqué à droite, Dioudonnat avait sorti en 1973, à La Table ronde, la thèse qu'il venait de consacrer à l'hebdomadaire fasciste *Je suis partout*³.

Depuis ces deux études, parues quelque trente ans après la fin de la guerre, quatre décennies se sont écoulées qui ont connu une avalanche d'études universitaires : mémoires, thèses, actes de colloques, articles scientifiques, ainsi qu'une floraison de titres sur la période très sollicitée de l'Occupation, allant de l'ouvrage général à l'étude particulière en passant par les dictionnaires⁴, généralement signés par des historiens chevronnés. L'histoire de la presse⁵ dont la « fonction première est de restituer la vie des journaux et de préciser le rôle qu'ils ont joué dans l'évolution des sociétés⁶ », n'a pas connu pareil « tourbillon éditorial ». Elle a cependant vu éclore une intéressante bibliographie qui a surtout profité – bien que la presse de province n'ait pas été oubliée⁷ – à la grande presse parisienne, quotidienne et hebdomadaire, disparue et existante. Quant aux monographies consacrées aux journaux lancés

1. P. Ory, *Les Collaborateurs 1940-1945*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Point Histoire », 1976, p. 16, 49, 50, 61, 67, 68, 72, 78, 136, 143, 204, 224.

2. P.-M. Dioudonnat, *L'Argent nazi à la conquête de la presse française, 1940-1944*, Paris, Jean Picollec, 1981, p. 93-98, 104, 105, 148, 270, 275, 286, 287.

3. P.-M. Dioudonnat, *Je suis partout, 1930-1944*, Paris, La Table ronde, 1973.

4. Voir en fin d'ouvrage la Bibliographie générale pour quelques-uns de ces titres.

5. Aujourd'hui, on parle d'histoire des médias, laquelle est née il y a quelque vingt-cinq ans de l'élargissement des champs de recherche et des problématiques afférentes (voir : J.-N. Jeannenay, *Une histoire des médias, des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1996 ; C. Blandin, F. Robinet, V. Schafer avec la collaboration de E. Fantin, *Penser l'Histoire des médias*, Paris, CNRS Éditions, 2019). L'histoire de la presse n'en demeure pas moins le noyau originel.

6. P. Albert, F. Terrou, *Histoire de la presse*, Paris, PUF, coll., « Que-sais-je ? n° 368 », 1979, p. 4.

7. La Bibliographie générale recense plusieurs de ces ouvrages. Le nombre d'études publiées est cependant très inférieur au foisonnement de la presse de province dans les années d'avant-guerre.

pendant les « années noires », elles portent sur les principales feuilles nées de la Résistance : *Les Cahiers du Témoignage chrétien*, *Franc-Tireur*, *Combat*, *Libération-Sud*, *Défense de la France*¹. Celles nées de la volonté du gouvernement de Vichy et/ou de l'occupant allemand se résument, sauf oubli de ma part, à trois journaux : *Je suis partout*, travail déjà cité, *Les Nouveaux Temps* étudié par Claude Lévy² et *Le Téméraire* par Pascal Ory³.

Parmi les nombreux ouvrages de synthèse, « grand public » mais néanmoins « sérieux », consacrés à la période de l'Occupation – et les innombrables articles généralistes –, rares sont ceux qui s'intéressent (généralement dans des proportions limitées) à l'agence Inter-France et aux hommes qui, quatre années durant (juillet 1940-août 1944), firent de celle-ci la première agence de presse (privée) du pays, et le principal instrument de la propagande nazie en France⁴. D'autres livres aux titres

1. R. Bedarida, *Les Armes de l'esprit. Témoignage chrétien, 1941-1944*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1977 ; D. Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1992 ; Y.-M. Ajchenbaum, *À la vie à la mort. Histoire du journal Combat, 1941-1974*, Paris, Le Monde Éditions, 1994 ; L. Douzou, *La Désobéissance. Histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins : Libération-Sud (1940-1944)*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1995 ; O. Wiewiorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France 1940-1949*, Paris, Le Seuil, 1995.

2. C. Lévy, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la collaboration*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Armand Colin, 1974.

3. P. Ory, *Le Téméraire ou le petit nazi illustré*, Paris, Éditions de l'Albatros, 1979.

4. Sauf oubli involontaire, leur petit nombre m'autorise à les mentionner : P. Albert, « La presse française de 1871 à 1940 », p. 469, 589 in C. Bellanger, J. Godechot, P. Guiral, F. Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française de 1871 à 1940*, t. 3, Paris, PUF, 1972 ; C. Bellanger, « La presse française de la IV^e République », p. 27, 28, 65, 382, 85, 383 in C. Bellanger, J. Godechot, P. Guiral, F. Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française de 1940 à 1958*, t. 4, Paris, PUF, 1975 ; D. Rossignol, *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944. L'utopie Pétain*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1991, p. 54, 211 ; C. Delporte, « Agences de presse », p. 23-25 et « Dominique Sordet », p. 649-650 in M. et J.-P. Cointet (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Éditions Tallandier, 2000 ; D. Venner, *Histoire de la Collaboration* (suivie des dictionnaires des acteurs, partis et journaux), Paris, Pygmalion-Gérard Watelet, 2000, p. 171, 490, 647, 665, 669, 671 ; C. Desprairies, *Paris dans la Collaboration*, Paris, Éditions du Seuil, p. 60 ; F. Broche, *Dictionnaire de la Collaboration*, Paris, Belin, 2014, p. 42, 135, 363, 367, 462, 498, 543, 601, 605-606, 685, 736, 775-776, 780, 820, 885 ; T. Fontaine, D. Peschanski, *La Collaboration. Vichy, Paris, Berlin. 1940-1945*, Paris, Tallandier/Archives nationales/ministère de la Défense, 2014, p. 196-197.

pourtant encourageants font carrément l'impasse, sans doute par minoration ou ignorance du sujet¹.

Bien que dépassant par son audience et son influence l'Office français d'information (OFI), agence gouvernementale, et l'Agence française d'information de presse (AFIP), agence proallemande, ses principaux concurrents, qui, l'un et l'autre, ont fait l'objet de mémoires² et d'études³, l'agence Inter-France n'en finit pas de sortir de sa marginalisation.

Je vois trois raisons à cela : la première est liée à l'inopportunité politique du sujet malgré le « débloqué » intervenu en 1971 avec la sortie du film de Marcel Ophuls, *Le Chagrin et la Pitié*⁴, suivie de la parution en 1973 du livre de Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*⁵, les travaux de Pascal Ory (1976) et Pierre-Marie Dioudonnat (1981) exceptés ; la deuxième trouve son origine dans la difficulté d'assimilation voire le déni d'existence d'une officine de la trahison et l'obscurité qui en résulte ; la troisième relève de l'ignorance de l'objet associée à l'absence de curiosité universitaire et à un désintérêt éditorial.

L'inopportunité politique d'abord. Si l'agence Inter-France fut lors de son lancement une réponse au Front populaire, ce qui en soi n'est pas condamnable, elle sombra rapidement dans la collaboration, d'abord au plus près du gouvernement de Vichy, puis glissa progressivement vers la

1. Parmi les titres les plus récents : P. Valode, *Les Hommes de Pétain*, Paris, Nouveau monde Éditions, 2011 ; J.-P. Cointet, *Les Hommes de Vichy. L'illusion du pouvoir*, Paris, Perrin, 2017 ; J.-P. Lefebvre-Filleau, *Ces Français qui ont collaboré avec le III^e Reich*, Éditions du Rocher, 2017 ; D. Lormier, *Les 100 000 collabos. Le fichier interdit de la Collaboration française*, Paris, Le Cherche Midi, 2017.

2. Au nombre de ceux que j'ai utilisés : P.-L. Bret, *Au feu des événements. Mémoires d'un journaliste. Londres-Alger 1929-1944*, Paris, Librairie Plon, 1959 ; P. Frédéric, *Un siècle de chasse aux nouvelles. De l'Agence d'information Havas à l'Agence France-Presse, 1835-1957*, Paris, Flammarion, 1959.

3. Parmi celles que j'ai utilisées ou consultées : P. Amaury, *De l'information et de la propagande d'État. Les deux premières expériences d'un « ministre de l'Information » en France*, Paris, LGDJ, 1969 ; J. Huteau, B. Ullmann, *AFP : une histoire de l'Agence France-Presse, 1944-1990*, Paris, Robert Laffont, 1992 ; A. Lefébure, *Havas. Les arcanes du pouvoir*, Paris, Grasset, 1992 ; M. B. Palmer, « L'Office français d'information (1940-1944) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* (101), janvier 1976, p. 19-40.

4. M. Ophuls, *Le Chagrin et la Pitié*, scénario de Marcel Ophuls, André Harris et Alain de Sédouy, 1971, N/B, 251 mn.

5. R.O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Éditions du Seuil (1973), 1997.

plus extrême, celle de l'« État milicien » dont elle devait se réclamer sans complexe et sans désespérer jusqu'à l'abjection hitlérienne. Quatre années vécues dans la main droite du diable. Il y avait là un prix à payer ! Or, paradoxalement, ce fut celui de l'occultation plutôt que l'exposition au grand jour. L'éventuelle mise en cause de notabilités provinciales, l'apaisement voulu des consciences et des mémoires, le fourgonnement intempestif de feux mal éteints auxquels se surajoutèrent la course du temps et les strates de l'oubli, ont contribué à recouvrir d'une chape de silence l'existence de l'agence Inter-France. Une situation qui fut reconsidérée pour deux journaux nés sous les mêmes ignobles auspices : *Je suis partout* et *Les Nouveaux Temps*. Sauf que ceux-ci appartenaient à la presse écrite, média estimé de la profession du fait de son ancienne tradition éditoriale, et avaient été dirigés par des collaborationnistes, certes marqués du sceau de l'infamie, mais figurant parmi les plus représentatifs de la corporation, donc dignes d'intérêt. *Le Téméraire* présentait, lui, ce caractère particulier d'avoir été un magazine de forte diffusion destiné à la manipulation idéologique des enfants sous couvert récréatif.

L'obscénité du sujet ensuite. L'odeur nauséabonde de certains écrits a longtemps répugné au monde littéraire, scientifique et éditorial. Une prévention justifiée s'agissant de textes antisémites publiés *in extenso*, sans recul critique. Aujourd'hui encore, soixante-quinze ans après, la question reste sensible tant le négationnisme, le racisme et l'antisémitisme persistent du côté des extrêmes. Si en 2013, l'édition contextualisée de la *Correspondance* Chardonne-Morand¹ est parue sans contestation, suivie en 2015 de la réédition scientifique – condition *sine qua non* – des *Décombres*², le *best-seller* de Lucien Rebatet, ouvrage emblématique de la Collaboration publié en 1942³, à l'inverse, en janvier 2018, les Éditions Gallimard, confrontées à une vive polémique, ont suspendu *sine die* la réédition critique de trois pamphlets antisémites de

1. P. Morand-J. Chardonne, *Correspondance, 1, 1949-1960*, édition établie et annotée par Philippe Delpuech, préface de Michel Déon, Paris, Gallimard, 2013.

2. B. Vergez-Chaignon (édition établie et annotée par), P. Ory (préface de), *Le Dossier Rebatet. Les Décombres – L'inédit de Clairvaux*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2015.

3. L'ouvrage de Lucien Rebatet avait fait l'objet en 1976, quatre ans après la mort de son auteur, d'une version expurgée chez Jean-Jacques Pauvert (L. Rebatet, *Les Mémoires d'un fasciste 1, Les Décombres, 1938-1940 ; Les Mémoires d'un fasciste 2, 1941-1947*, Paris, Pauvert, 1976).

Louis-Ferdinand Céline¹. Quant aux Éditions Fayard, prudentes, elles se sont donné deux ans pour réfléchir au contenu de leur prochaine édition critique de *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, annoncée, en principe, pour 2020². À l'aune de ces exemples, on peut comprendre que l'engagement collaborationniste et, pour finir, nazi d'Inter-France, de même que son antisémitisme, aient pu rebuter les historiens qui avaient connaissance de son existence.

L'ignorance de l'objet enfin. Usines à nouvelles situées en amont de la presse, de la radio et du cinéma, autrement dit les grands moyens d'information de l'époque qu'elles alimentaient, les agences de presse, qu'elles fussent documentaires ou télégraphiques, échappaient, et échappent toujours, à l'attention du grand public auquel elles ne s'adressent pas directement. En retrait, travaillant dans l'ombre des journaux écrits, parlés et filmés, elles sont négligées, méconnues, sinon ignorées, à l'instar des agenciers, ces soutiers de l'information qui, avec méthode et humilité, les alimentent sans discontinuer. Dès lors, en dépit de leur rôle prépondérant dans les circuits de l'information, objet obscur et sujet ingrat, les agences se dérobent à l'attention, certes du public, mais, hélas, trop souvent, à l'intérêt des chercheurs³. Elles échappent également à celui des éditeurs à la merci de la mauvaise santé économique du secteur quand ils ne cèdent pas à la facilité.

Agence inconnue, méconnue, oubliée, négligée, évitée, etc., comment, dès lors, en suis-je arrivé à m'intéresser et à travailler sur l'agence Inter-France ?

J'ai découvert son existence dans les papiers de Paul Chichet⁴, directeur de *L'Indépendant* de 1950 à 1986. Ceci à l'occasion d'un concours de circonstances.

1. *Bagatelles pour un massacre* (1937), *L'École des cadavres* (1938) et *Les Beaux Draps* (1941).

2. *Livres hebdo* du 31 décembre 2018.

3. À cet égard, la liste des ouvrages de référence, classés par thèmes, dressée par la Société pour l'histoire des médias-SPHM (www.histoiredesmedias.com) est édifiante. Avec seulement neuf titres publiés entre 1981 et 2013, les agences de presse pointent à l'avant-dernière place des dix-sept entrées proposées (« Journalisme-Journalistes », « Presse écrite », « Radio », « Télévision », « Livre-Édition », « Cinéma », « Publicité », etc.).

4. Paul Chichet est décédé le 1^{er} février 2002 à Prades (Pyrénées-Orientales).

C'était en 1995.

Le *Midi libre* s'apprêtait alors à célébrer les cent cinquante ans du quotidien de Perpignan. Un coup d'éclat qui devait permettre au journal de Montpellier de légitimer l'achat, en 1986, du vieux titre catalan. En effet, celui-ci avait été créé le 26 décembre 1845, sous la monarchie de Juillet, pour soutenir le savant François Arago, candidat républicain aux élections législatives d'août 1846. Son premier numéro était sorti le 1^{er} janvier 1846¹. Lors de la cession de l'entreprise, en 1986, *L'Indépendant* appartenait aux familles Brousse et Chichet, actionnaires majoritaires depuis 1950, et héritières des fondateurs au siècle précédent. Dépositaire d'une partie des archives du journal, Paul Chichet m'ouvrit celles-ci avec la plus extrême libéralité pour les besoins d'un film documentaire, initiative du groupe Midi libre destinée à devenir le clou du cent cinquantième².

C'est dans ce « fonds Chichet-*L'Indépendant* » que, pour la première fois, j'eus connaissance d'Inter-France, « Agence nationale d'informations de presse et de documentation politique », et de l'agence télégraphique Inter-France-Informations. L'une et l'autre y occupaient une place, certes de second plan, mais néanmoins intéressante dans la bataille juridique et politique qui, après l'interdiction de *L'Indépendant du Midi*³, le 19 août 1944, pour avoir paru pendant l'Occupation, devait aboutir à son retour dans les kiosques le 18 avril 1950. Dans cette affaire, s'agissant plus précisément d'Inter-France, deux rapports⁴ retinrent mon attention.

Le premier, de vingt-cinq pages, non daté, mais immédiatement postérieur à la Libération, était l'œuvre d'un certain commissaire Richier. Il se présentait sous la forme de deux listes. L'une énumérait les sociétés de presse actionnaires, fondatrices et associées de l'agence

1. G. Bonet, *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales. L'histoire d'un journal, un journal dans l'histoire (1846-1848)*, Perpignan, Gérard Bonet (éd.), 1987.

2. *L'Indépendant depuis 150 ans* (13 mn 40, 1996), réalisé par Pierre-Paul Castelli (Phaestos production, Montpellier) sur un scénario de Gérard Bonet. En fait de clou, le documentaire n'a jamais été montré en public, ni même aux personnels du journal lors de la « fête du cent cinquantième », le 16 octobre 1996. Les raisons n'ont jamais été données, du moins à ma connaissance.

3. Le nouveau titre de *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales* depuis 9 juillet 1942.

4. Voir en fin d'ouvrage, dans les « Sources manuscrites et imprimées », l'entrée « Archives privées » et plus précisément la rubrique 4 : « Archives privées famille Chichet-*L'Indépendant*-Perpignan ».

Inter-France-Informations, accompagnées ou non du montant de leur participation en nombre de parts, et des sanctions qui s'ensuivirent à la Libération. L'autre, intitulée « Liste des journaux ayant souscrit des actions Inter-France avant et durant l'Occupation », présentait, département par département, les actionnaires d'Inter-France et d'Inter-France-Informations, assortie des mêmes informations que précédemment quoique souvent incomplètes.

Le second rapport, de trente-trois pages, du 14 mai 1949, intitulé « Exposé Inter-France », précédé de l'en-tête : « Parquet de la cour de justice du département de la Seine », était signé de « M. Raoult-M. Coissac ». Synthèse de l'affaire Inter-France, il s'agissait, je ne le saurai que bien après, de l'exposé transitoire du juge Fernand Raoult et du substitut Pierre Coissac dans la perspective du procès du groupe Inter-France.

La présence de rapports relatifs à l'agence Inter-France et à sa succursale Inter-France-Informations dans les papiers de Paul Chichet s'expliquait par la participation, au capital de la dernière, de la société anonyme L'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Souscriptrice, en octobre 1941, d'une action de 25 000 francs au titre du journal éponyme, elle le fut aussi, en février 1942, de la même somme, pour *Midi-Soir*¹, quotidien vespéral de *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales*. Jusqu'ici inconnues de moi, je l'ai écrit, les deux agences de presse piquèrent dès lors ma curiosité. Mais ce fut la brève « Note d'information » placée en ouverture du rapport du commissaire Richier qui la retint définitivement. On pouvait y lire, glané ici et là dans le texte : « 50 % du capital social venait des caisses patronales », « Inter-France était un soutien actif de la Cinquième colonne », Inter-France-Informations « devait avoir la même activité favorable à la collaboration qu'Inter-France », « L'agence naquit avec l'aide directe des Allemands ». Bref, cette agence, sortie accidentellement des archives de *L'Indépendant*, s'annonçait très prometteuse et, par voie de conséquence, son histoire passionnante.

Auteur d'une thèse sur les origines « quarante-huitardes » de *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales*², « l'addiction aux archives, éternel bain de jouvence de la recherche historique³ » auquel je m'étais aban-

1. Cette feuille du soir avait été créée le 1^{er} novembre 1941 (voir chapitre 18).

2. *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales et la vie politique catalane de 1846 à 1848*, thèse de doctorat de 3^e cycle sous la direction de Maurice Agulhon, université Panthéon-Sorbonne-Paris I, 1984, 1078 p.

3. Heureuse et si vraie formulation empruntée à : Fontaine, Peschanski, *op. cit.*, p. 6.

donné avec bonheur pour les besoins du film documentaire précité, réveilla en moi le désir de poursuivre l'histoire du doyen de la presse quotidienne française¹, depuis sa « résurrection² », le 16 septembre 1868, après vingt ans de silence, jusqu'à sa reparution, le 18 avril 1950, après six années d'interruption consécutives à sa parution pendant l'Occupation. Œuvre de longue haleine dont un bon quart est consacré à la « bataille pour la réhabilitation » (1944-1950), ce travail m'a permis de retrouver l'énigmatique agence Inter-France dont l'importance transpirait dans la « Note d'information » susdite, et de satisfaire, provisoirement, la curiosité déjà évoquée. La trentaine de mentions dont elle fait l'objet dans l'ouvrage³, ainsi que deux pages d'une brève présentation dans les annexes, me convainquirent de l'importance de cette agence privée et du rôle central qu'elle joua pendant les « années noires ». Édifiantes mises en bouche qui ouvrirent mon appétit jusqu'au désir de lui consacrer un livre.

C'était en 2004.

L'agence Inter-France est née d'une double sidération : celle d'un critique musical – « Je signais le feuilleton musical de *L'Action française* et, pris tout entier dans mon métier de critique d'art, je ne m'intéressais à rien d'autre », se remémore Dominique Sordet en octobre 1942⁴ –, nationaliste maurrassien de stricte observance, anticommuniste et antisémite, presque quinquagénaire, âge ou tout est en principe joué, qui se trouve confronté à l'arrivée au pouvoir du Front populaire, et, simultanément, à l'absence d'une politique alternative du côté des droites. « Beaucoup d'argent, et parfois de talent, se dépensait sans résultat », regrette-t-il encore⁵.

L'agence Inter-France est née d'un double constat : après Munich, « peu à peu [s'était fait] jour dans notre esprit l'idée que les partis et

1. *L'Indépendant* a vu le jour le 1^{er} janvier 1846. *Le Figaro*, bihebdomadaire d'échos mondains, de théâtre et autres lancé en 1826, ne devient quotidien politique et d'informations générales qu'en 1866. *Le Journal de Saône-et-Loire* (Chalon-sur-Saône) est issu quant à lui d'une fusion réalisée en 1920 entre *Le Journal de Saône-et-Loire*, un hebdomadaire fondé en 1826, à Mâcon, et *Le Courrier de Saône-et-Loire*, un bihebdomadaire créé en 1840 à Chalon-sur-Saône.

2. Sous les auspices de la loi libérale du 11 mai 1868 sur la presse.

3. G. Bonet, *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Un siècle d'histoire d'un quotidien (1846-1950)*, Perpignan, Les Publications de l'Olivier, 2004.

4. Sordet, *op. cit.*, p. 13.

5. *Ibid.*

les hommes politiques français jouaient des rôles de figurants dans un drame immense dont le sens et les proportions leur échappaient¹ », et qu'il fallait en conséquence y remédier ; depuis le cataclysme de 1914-1918, le trouble avait envahi une importante partie de la presse de province en manque de repères qu'il convenait, dès lors, de ramener aux fondamentaux de la droite cléricale et nationaliste, jalouse des États forts comme ils existaient outre-Rhin et outre-Alpes, tandis que se levait le « péril rouge ».

Forgée sur ces bases, c'est une maison aussi ambitieuse qu'improbable, pour ne pas dire irréaliste, mais portée par une obstination sans faille, conduite par un chef d'entreprise révélé, doué d'un esprit d'organisation hors du commun, confortée par les événements internationaux et la médiocrité des élites françaises, qui vit le jour et prospéra. Agent d'influence, entre juillet 1937 et août 1944, elle s'affirma, progressivement, comme le principal outil, jusqu'alors inédit², de propagande et de combat de la droite nationaliste, puis vichyste et, enfin hitlérienne, en France, dont l'existence allait donner bien plus qu'une apparence de réalité à la mythique cinquième colonne, laquelle avait empoisonné les esprits bien avant l'effondrement de 1940³.

En 1981, Pierre-Marie Diudonnat se prenait à espérer « qu'Inter-France trouvera prochainement l'historien qui saura lever le voile de ses mystères⁴ ». Sans prétendre être celui-ci, il aura cependant fallu trente-huit ans pour que l'agence de Dominique Sordet soit l'objet d'un ouvrage, six années après l'ouverture du chantier.

C'était en 2014.

Au fil des pages, construit en quatre parties, ce livre relate et met en perspective, pas à pas, depuis l'intérieur, grâce à une importante documentation inédite, l'histoire de l'Agence nationale d'informations de presse et de documentation politique Inter-France, une agence privée ébauchée en juillet 1937 avec le soutien du patronat, puis ouverte en octobre 1938 avec la contribution de trente-huit feuilles de province, mais aussi l'histoire de ses chirurgiens, la Société des Éditions Inter-France (SEDIF) créée en mai 1941, et l'agence Inter-France-Informations,

1. *Ibid.*, p. 19.

2. D'une certaine manière, entre 1926 et 1939, le Centre de propagande des républicains nationaux (CPRN) d'Henri de Kérillis avait ouvert la voie (voir chapitre 3).

3. M. Gallo, *Cinquième Colonne. 1930-1940. Et ce fut la défaite...*, Paris, Presses Pocket, 1970.

4. Diudonnat, *L'Argent nazi*, *op. cit.*, p. 93.

agence télégraphique lancée en octobre 1941 avec le concours plein et entier de quinze grands quotidiens de province bientôt suivis de cinquante-huit autres, cela jusqu'à leur fermeture en août 1944, leur disparition juridique en juillet 1949, matérielle en janvier-février 1950. Le livre expose également les moyens, contenus et objectifs du groupe Inter-France, lesquels sont étudiés dans le contexte du moment : Front populaire, accords de Munich, « drôle de guerre », gouvernement de Vichy, « État milicien », Libération, épuration et après-guerre avec la progressive résurgence des mouvements d'extrême droite.

Consacré à une pseudo-société coopérative de presse qui manipula la presque totalité de la presse régionale avant et pendant les années de l'Occupation, dans le sens d'une orientation nationaliste puis vichyste et enfin pronazie, ce travail accorde une large place aux journaux de province, petits et grands, toutes périodicités confondues. Conjointement à l'histoire d'Inter-France, il en dresse le tableau, région par région (à l'exclusion de la presse parisienne), cartes à l'appui, façonnant en creux l'histoire par trop négligée de la presse des terroirs, laquelle participa, à travers les élus qui la possédaient, à la construction de la France du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, terreau sur lequel prospéra l'agence Inter-France.

Les hommes et les femmes qui, au quotidien, volontairement ou accidentellement voire à leur corps défendant, firent ou participèrent huit années durant à ce que fut Inter-France, qu'il s'agisse de celui de la tête duquel le projet est né, Dominique Sordet, de ses hiérarques (Michel Alerme, Henri Caldairou, Marc Pradelle), de ses principaux cadres (André Delavenne, René Gast, Georges Ricou, Georges Riond, Alfred du Terrail, Georges Vigne), de ses dizaines de journalistes et employés, tous sont, dans la mesure du possible, suivis, talonnés devrais-je écrire tant ils sont serrés de très près, au gré de leur carrière professionnelle jusqu'à leur devenir dans les années de l'après-guerre.

Ouvrage d'histoire qui s'efforce, à partir des sources, de comprendre et d'expliquer, mais aussi enquête journalistique qui élargit la focale, ce livre est le récit foisonnant d'une histoire individuelle (Sordet) et collective unique en son genre comme seule en produisent les périodes troublées. Consacré à une société de presse aussi originale et passionnante que méconnue et plurielle au dessein malfaisant, il voudrait aussi participer à la compréhension de l'évolution, complexe et profonde, que connaît le champ médiatique depuis l'entre-deux-guerres. Il suggère

également que le riche fonds de l'Agence nationale d'informations de presse et de documentation politique Inter-France, conservé à *La Contemporaine*/BDIC¹, pourrait donner lieu à une édifiante analyse de contenu, lexicale, littéraire et statistique, toutes choses qui n'entrent pas dans son propos. Bien qu'incomplet, le corpus renferme, en effet, plus d'un millier de bulletins consacrés, les uns à l'actualité et à l'information politique, les autres à l'information documentaire et à la doctrine – deux tables des matières², partielles elles aussi, en facilitent la consultation – qui, appréciable avantage, couvrent la presque totalité du régime de Vichy. En revanche, il ne reste rien des dépêches de l'agence télégraphique Inter-France-Informations, supports par nature jetables après utilisation, sinon, peut-être, dans les fonds d'archives allemands.

Mobilisant les sources publiques disponibles, nombreuses et d'une infinie richesse – lesquelles se recoupent quelquefois mais le plus souvent inédites³ – qui en sont le socle et la trame, ce travail a également bénéficié de l'apport de fonds privés jusqu'ici inexploités : les archives de Paul Chichet et du journal *L'Indépendant*, déjà évoquées, qui ont ouvert le sillon, et celles, par trop méconnues et exceptionnelles, de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) qui l'ont fertilisé à l'aune d'une multitude d'ouvrages. À leurs auteurs l'expression de ma gratitude. J'émet cependant un profond regret. Je veux parler du silence que m'ont opposé les descendants de deux des principaux protagonistes de l'agence Inter-France, Jean-Marc Pradelle, fils de Marc Pradelle, premier et fidèle lieutenant de Dominique Sordet, et Marc Estangin, petit-neveu de Dominique Sordet⁴. Deux témoins indirects, certes, mais en possession sans aucun doute d'archives privées dont j'attendais beaucoup. Des descendants de Jeannine Alerme épouse Thoreux, fille du colonel Michel Alerme, cofondateur d'Inter-France, je n'ai pas retrouvé la trace. Axel Queval,

1. Voir chapitre 6, note 3, p. 152.

2. BDIC. FP2282-Série spéciale A-1942-1943, « Table des matières » du 1^{er} juillet 1940 au 31 décembre 1942 et « Table des matières » du bulletin quotidien Inter-France pour le premier semestre 1941 (supplément au numéro du lundi 30 juin 1941 daté du jeudi 31 juillet 1941).

3. Voir en fin d'ouvrage les « Sources manuscrites et imprimées ».

4. Monsieur Jean-Marc Pradelle n'a pas donné suite au courrier daté du 31 mars 2016 que je lui ai adressé à son domicile parisien et auprès de la société qu'il préside, en province. De la même manière, Monsieur Marc Estangin n'a pas répondu à mon courriel du 9 novembre 2016. Je n'ai pas cru devoir les importuner davantage.



fil de Jean Queval journaliste à l'agence dès 1938 jusqu'en juillet 1941, ne s'est pas dérobé à mes sollicitations.

« Le septième jour, Dominique Sordet créa Inter-France, pendant que Dieu, dans son innocence, partait en week-end.

C'était en 1937¹ ».

1. Queval, *op. cit.*, p. 168.

